

CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ÉLUS
DE L'ABITIBI-
TÉMISCAMINGUE

Rapport annuel

2 0 0 6 • 2 0 0 7

Mission et mandats de la Conférence régionale

Dans le respect des valeurs de la région de l'Abitibi-Témiscamingue et en concertation avec ses partenaires, la Conférence régionale voit à promouvoir et à stimuler le développement économique, social, culturel, communautaire et s'engage à offrir un encadrement propice à l'épanouissement des personnes, de leurs milieux et de leurs collectivités.

La Conférence régionale a les mandats suivants :

- **Établir un plan quinquennal de développement** définissant, dans une perspective de développement durable, les objectifs généraux et particuliers de développement de la région et assurer sa mise en œuvre;
 - **Favoriser la concertation des partenaires** dans la région et donner des avis aux ministères concernant le développement de la région;
 - **Conclure des ententes spécifiques** avec les ministères ou les organismes du gouvernement ou avec d'autres partenaires;
 - **Administrer les sommes** qui lui sont confiées par le gouvernement dans le cadre d'une entente conclue pour l'exécution de tout projet de développement régional.
-

Mot du président et faits saillants

La Conférence régionale, ce n'est pas seulement 13 élus municipaux. La société civile y est également présente parmi laquelle nous comptons l'UQAT, le Conseil de la culture, les commissions scolaires, l'Association touristique, la FTQ et la CSN. Ces personnes sont également des représentantes et des représentants issus des 5 territoires de MRC.

La Conférence régionale ce n'est pas, non plus, les seules 19 personnes oeuvrant au sein du caucus. C'est aussi plus d'une vingtaine de groupes (commissions, tables de concertation et groupes de réflexion) où gravitent plus de 350 personnes fidèles qui participent activement au développement régional et qui font un travail remarquable. Le ComaxAT, le Forum jeunesse, l'Observatoire, Valorisation Abitibi-Témiscamingue et la Table régionale de concertation des aînés, par exemple, sont issus de la Conférence régionale.

La troisième génération de plan stratégique de développement régional, que nous avons déposé le 12 avril dernier, aura su mobiliser quelque 2000 personnes agissant déjà à l'intérieur de groupes sectoriels, municipaux, régionaux, locaux, ou de citoyennes et citoyens. Cet exercice de planification aura su prouver que des personnes de tous les horizons pouvaient se rassembler autour d'une vision commune du développement et faire consensus en faveur des intérêts supérieurs de la région.

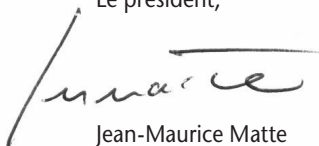
Le contexte économique actuel, bien que favorable pour l'instant dans le domaine minier, est peu reluisant en ce qui concerne le milieu forestier, nous en sommes tous conscients. Nous sommes d'ailleurs tous à l'affût de solutions qui pourraient nous permettre de reprendre nos ressources en main. La région est en effet de plus en plus menacée par des phénomènes extérieurs générés par la globalisation; le monde minier l'est aussi, le secteur agroalimentaire également, de même que nos ressources hydriques.

Nous sommes en période de crise. Je profite du dépôt de ce rapport annuel pour vous rappeler l'importance de se serrer les coudes et de participer plus que jamais aux activités de votre instance de concertation régionale, la Conférence régionale. En temps de crise, il ne faut surtout pas se perdre de vue ou s'éloigner les uns des autres.

La CRÉ est une structure créée par le gouvernement actuellement au pouvoir et par une loi. La région possède une grande tradition de concertation. Elle a l'habitude de travailler avec des règles imposées ou imparfaites. J'invite tous les leaders à se concentrer sur les intérêts supérieurs de la région et j'appelle à une plus grande solidarité et une plus grande cohésion régionale. Mais surtout, je vous invite à ne pas balayer du revers de la main cette culture du consensus et de concertation qui fait la force de notre région. Les leaders au sein de la CRÉ sont prêts à recevoir des propositions qui font du sens et à les défendre. Plus que jamais, à travers le Plan stratégique de développement, nous comptons assumer notre responsabilité de concerter les idées, les projets et les intérêts des personnes occupant nos cinq territoires de MRC afin de faire de l'Abitibi-Témiscamingue un milieu de vie sain et stimulant.

Je vous dépose donc avec fierté et enthousiasme le fruit du travail de votre organisme de concertation et de développement régional, de ses membres, de ses bénévoles et de son équipe de travail, et vous invite à continuer avec nous à animer notre région.

Le président,



Jean-Maurice Matte



La planification stratégique régionale

Le Plan stratégique 2007-2011

Le Plan stratégique de développement de l'Abitibi-Témiscamingue 2007 – 2011 a fait l'objet d'une longue démarche de validation en 2006-2007. Il reflète les préoccupations, les défis et les espoirs de quelque 2000 intervenantes et intervenants qui ont participé à cette vaste opération de réflexion, de consultation et de concertation. Il s'agit d'un document de référence qui servira de guide à l'ensemble de la communauté régionale et qui inscrit et projette la région dans une vision d'avenir qui s'échelonne jusqu'en 2027.

Toute l'activité régionale se rassemble sous les chapitres suivants :

- Une région accueillante, animée par une diversité de cultures et de talents**
- Une région où deux peuples cohabiteront dans le partage et le respect du territoire**
- Une région solidaire et équitable, à l'écoute des besoins de ses citoyennes et citoyens**
- Une région curieuse, axée sur le savoir et ouverte sur le monde**
- Une région en santé, soucieuse de son milieu naturel**
- Une région prospère, une économie de matière grise**
- Une région autonome, maîtresse de son destin et de son développement**

Le Plan stratégique 2007-2011 est disponible sur le site Internet de la Conférence régionale : www.conferenceregionale.ca, sous l'onglet **Plan stratégique**.

Les portraits de l'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue

Dans le cadre de ce chantier, l'Observatoire s'est assurée de décrire la région via la production de portraits couvrant une trentaine de thématiques allant de l'économie à la santé en passant par les transports et l'agriculture. Ces portraits, remis à jour périodiquement, ont servi de base à l'écriture du *Plan stratégique de développement de l'Abitibi-Témiscamingue 2007-2011*. (www.observat.qc.ca)

Le Plan d'action régional

Le Plan stratégique de développement comprend également le Plan d'action régional (PAR) 2007-2008, déposé à titre de complément essentiel à l'atteinte des objectifs que la région s'est fixée. Ce plan d'action annuel servira d'outil pour réaliser les priorités inscrites au Plan stratégique. L'efficacité de ce plan d'action réside d'ailleurs dans la participation de tous les partenaires locaux, territoriaux et régionaux interpellés pour sa réalisation. Il fera l'objet d'une révision annuelle et permettra de suivre de près et d'évaluer les progrès obtenus quant aux objectifs et priorités du Plan stratégique. Il est également disponible sur le site Internet de la Conférence régionale.

Tableau récapitulatif

Secteurs couverts dans le plan	39
Portraits de l'Observatoire	26
Personnes présentes lors de la Tournée régionale de consultation	170
Au total :	
Organismes et personnes consultés lors des activités	2 000
Démarche	18 mois

La dimension économique du développement

Ressources forestières

La crise forestière

Il ne s'agit pas de la première crise que traverse l'Abitibi-Témiscamingue, bien que celle-ci touche la structure même de l'industrie forestière. Après analyse du plan gouvernemental sur la crise forestière déposé le 20 octobre dernier, la CRÉ se disait cependant satisfaite des mesures annoncées et indiquait que le plan ciblait généralement bien son action, bien que faible sur le plan du soutien aux communautés et aux travailleuses et travailleurs.

Qu'il s'agisse de la mise sur pied de la Commission forestière qui s'attaque à la question de la pérennité de la ressource et à une stratégie sylvicole, ou encore par le biais des groupes de discussion avec le milieu, les syndicats, les professionnels, les Premières Nations et l'industrie, la CRÉ agit et s'implique activement à la concertation de tous les intervenants touchés par ce virage important et nécessaire. Elle y travaille notamment en collaboration avec la CRÉ de la Baie-James dans le cadre d'un plan d'action davantage tourné vers l'utilisation des bois. La Commission forestière a, de son côté, travaillé à l'élaboration du Plan régional de développement forestier (PRDF) et tenu deux débats publics sur la façon d'octroyer les bois sur les terres publiques.

De plus, tout comme ils l'ont fait en 2005 et réitéré en 2006, les membres de la Conférence régionale réaffirmaient leur appui et leur solidarité aux résidents du secteur des Coteaux dans leur recherche de solutions visant à mettre en place un projet de développement durable pour sauvegarder leur usine, leur milieu de vie et leur intégrité comme travailleurs. Ils se joignent à toutes les communautés actuellement en difficulté.

La Conférence régionale croit que l'innovation, la prise en compte des communautés et la cohabitation de plusieurs modes de gestion et de fonctionnement doivent s'inscrire au centre d'un nouveau cadre de gestion forestière.

La Commission forestière régionale, dans le cadre de son avis déposé à la CRÉ, a elle aussi privilégié une approche globale en considérant autant la communauté, les ressources que le développement économique et régional lors de l'analyse du dossier. La crise forestière est générale. Il est important de se donner une vue d'ensemble.

*M. Rosaire Guénette,
maire de Champneuf
lors d'une Assemblée
publique de la CRÉ.*



La Commission forestière régionale

Parmi ses mandats, la Commission forestière régionale de l'Abitibi-Témiscamingue (CFRAT) devait élaborer une proposition pour son mode de fonctionnement ainsi que les grandes lignes du futur Plan régional de développement forestier (PRDF) qui prévaudra en Abitibi-Témiscamingue. Ces deux sujets ont fait l'objet de diverses démarches de consultation depuis le début des activités de la Commission forestière.

Le gouvernement a, par la suite, émis le souhait de mettre sur pied des commissions sur les ressources naturelles et du territoire. La CRÉ a, à cet effet, décidé de limiter d'abord le mandat de la CFRAT au secteur forestier. L'organisme prévoit cependant s'attaquer à la mise sur pied d'une structure régionale sur les ressources naturelles et le territoire au cours de la prochaine année financière. La réflexion est en cours sur la façon de procéder pour intégrer les autres secteurs reliés aux ressources naturelles : forêt, faune, territoire, énergie, mines et eau.



Quelques membres de la Commission forestière régionale



M. Jules Arsenault et Mme Catherine Martineau-Delisle.

Débat public sur la façon d'octroyer le bois sur les terres publiques

La Commission forestière régionale tenait à la demande de la Conférence régionale, des débats à Laverlochère et à Amos le 2 et le 14 novembre 2006. Ces derniers, qui portaient sur la façon d'octroyer le bois sur les terres publiques, ont permis de réunir 75 citoyennes et citoyens au Témiscamingue et près de 200 personnes à Amos. Les informations issues des débats auront notamment servi à orienter le contenu du futur Plan régional de développement forestier (PRDF). La Commission travaille toujours sur l'ensemble des mémoires et des propositions reçues. Elle devrait faire connaître le résultat de ses recommandations à l'automne.



Débat au Témiscamingue



Débat à Amos

La loi sur les forêts

La CRÉ et la Commission forestière régionale réagissaient à l'automne 2006 à une proposition de modifications à la Loi sur les forêts en provenance du ministère des Ressources naturelles (MRN). Bien qu'il s'agissait d'une réaction préliminaire et non d'une analyse approfondie des préoccupations formulées par le milieu, la CRÉ et la Commission forestière se questionnaient sur le lien entre les modifications législatives proposées actuellement et celles qui surviendront à la suite de l'instauration des commissions régionales sur les ressources naturelles et le territoire. Elles s'affirmaient également convaincues que les décisions ayant un impact sur les communautés doivent bénéficier d'un avis régional.

Symposium sur la biomasse forestière

La CRÉ a participé activement à l'organisation du premier *Symposium québécois sur la valorisation de la biomasse forestière et des résidus de transformation pour la production d'énergie*, au début de l'année 2007 en collaboration avec le Groupe régions du Quebec Wood Export Bureau (Q-WEB) dont font partie les trois régions organisatrices de l'événement, les conférences régionales des élus (CRÉ) de la Baie-James, de l'Outaouais et de l'Abitibi-Témiscamingue. Un comité de suivi de l'événement sera mis en place entre les différents partenaires.

Appui au projet de l'Eastmain-1-A-Rupert

La Conférence régionale prenait position en faveur du projet de l'Eastmain-1-A-Rupert lors des audiences publiques sur cet ouvrage important. Du même souffle, la Conférence régionale reconnaissait que les individus les mieux positionnés pour déterminer les développements qui doivent être faits ou non au Nord-du-Québec sont les Cris et les Jamésiens qui habitent ce territoire. Les Cris ont appuyé le projet en signant la Paix-des-Braves, alors que les Jamésiens ont rédigé et présenté des mémoires favorables à EM-1A durant les audiences publiques.

La CRÉ se réjouissait à l'hiver 2007 que le Comité fédéral d'examen émette un rapport favorable au projet de EM-1A.



M. Michel Lemay (Hydro-Québec), Sarah Charbonneau (ComaxAT), Ulrick Chérubin, Michel Desfossés (Hydro-Québec), Normand Houde, Jean-Maurice Matte, Guy Bourgeois (ComaxAT) et Guy Baril (ComaxAT) lors de l'annonce du projet à Montréal en janvier 2007.

Tournée d'information du ComaxAT sur Eastmain-1-A

En février 2007, le COMAXAT, en collaboration avec Consortium Énergie Gérance Eastmain, la Société d'énergie de la Baie-James, Emploi-Québec, le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, la Commission de la Construction du Québec, les chambres de commerce et les centres locaux d'emploi (CLE), organisaient une tournée régionale d'information où plus de 1 200 personnes sont venues s'informer sur les possibilités d'emplois au chantier de l'Eastmain-1-A-Sarcelle-Rupert. Plus de 5 500 emplois devraient être créés en période de pointe.

Transfert de Soquem

Le transfert de SOQUEM en Abitibi-Témiscamingue est une revendication qui ne date pas d'hier. Les partenaires du développement régional travaillent depuis plusieurs années déjà à la création d'un pôle fort en formation, recherche et exploration minière en Abitibi-Témiscamingue.

La région développe à travers ses institutions et les entreprises présentes sur son territoire une expertise et des technologies dans le domaine minier qui s'exportent de plus en plus. Ce transfert était pour la CRÉ une question de cohérence et s'inscrivait dans l'objectif de doter la région de tous les outils nécessaires aux orientations de développement qu'elle a choisies en fonction de son potentiel.

MISA

Le 22 septembre 2006, le gouvernement du Québec annonçait quelques bonnes nouvelles concernant le milieu minier en général, mais rien quant aux espoirs d'assurer le fonctionnement de MISA. La CRÉ rappelait au ministre Bachand l'importance de doter la région d'outils pour qu'elle demeure innovante; MISA étant l'un de ces outils qui assure une concertation intéressante entre les différents acteurs en matière de prospection, recherche et développement, formation, exploitation et recrutement.



Visite du ministre M. Claude Bachand avec M. Daniel Bernard, député, lors du caucus de la CRÉ en septembre 2006.

Ressources agroalimentaires

Entente agroalimentaire

Une évaluation est en cours afin de faire le point sur les cinq dernières années reliées à l'entente spécifique en agroalimentaire. Le développement des productions, de la transformation, de la commercialisation et de la concertation sont au cœur des discussions.

Territoire

Plan d'affectation des terres publiques (PATP)

Dans le cadre des travaux d'élaboration du Plan d'affectation des terres publiques (PATP), il a été convenu entre le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF) et les conférences régionales des élus (CRÉ), de mettre sur pied des tables de participation gouvernement – régions.

Connaissant la responsabilité des MRC en ce qui a trait à l'élaboration des schémas d'aménagement et celle de la Commission forestière régionale qui doit fournir un Plan régional de développement forestier (PRDF), le MRNF et la CRÉ ont convenu de réunir les MRC et la Commission forestière régionale afin d'examiner un mode de fonctionnement qui permettrait un arrimage cohérent et respectueux des groupes et de leurs responsabilités liés à l'aménagement du territoire.

Une première rencontre avait lieu le 23 février 2007.

La dimension sociale du développement

La concertation

Les tables de concertation 2006-2007 de la Conférence régionale :

Comité de maximisation des retombées économiques en Abitibi-Témiscamingue (ComaxAT)

Comité sur le transport collectif en milieu rural

Commission forestière régionale

Comité sur la régionalisation

Commission économique

Commission sur la ruralité

Corporation de développement de l'écotourisme et du tourisme d'aventure

Forum jeunesse de l'Abitibi-Témiscamingue

Groupe sur l'entrepreneuriat

Table sur la condition de vie des femmes

Table régionale de concertation des personnes âgées de l'Abitibi-Témiscamingue

Table de concertation sur la Route 117

Table régionale de concertation en immigration de l'Abitibi-Témiscamingue

Table régionale des partenaires pour l'animation jeunesse en milieu rural

Table régionale sur le transport aérien

Table sur les sentiers récréatifs et sur les véhicules hors route (VHR)

Valorisation Abitibi-Témiscamingue (VAT)

Le rapprochement avec les communautés algonquines

Le renouvellement de l'Entente sur le rapprochement entre les communautés algonquines et les divers milieux de la région de l'Abitibi-Témiscamingue qui venait à échéance en 2007 permettra de poursuivre les échanges et d'améliorer les compréhensions respectives quant aux réalités vécues par les deux groupes. Des discussions ont déjà été amorcées avec le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) et Emploi-Québec où les parties ont convenu des nouveaux engagements à être envisagés au sujet du renouvellement de cette entente.

Quelques lignes sur le bilan de l'entente

L'agente de développement et de concertation attachée à l'entente spécifique, Mme Johanne Lacasse, voit à la poursuite des diverses activités organisées afin de favoriser le rapprochement avec les communautés algonquines. Il s'agit autant d'activités formelles qu'informelles, telles que des rencontres individuelles ou des travaux de collaboration avec les membres des sept communautés.

Les réalisations en 2006-2007 :

- Rencontres périodiques et constantes avec les Chefs et représentants des communautés algonquines;
- Appui au Projet Wanaki de la communauté de Kitcisakik;
- Participation au Forum socioéconomique des Premières Nations à Mashteuiatsh;
- Soutien à la participation et à la validation du milieu autochtone dans l'élaboration du Plan stratégique de développement régional 2007-2011, notamment pour le volet des Premières Nations;
- Collaboration et soutien à la réalisation du projet collectif du Réseau à large bande pour les communautés algonquines;
- Soutien et collaboration à la réalisation du projet du Pavillon des Premières Nations de l'UQAT;
- Présentations et ateliers expliquant le portrait des communautés algonquines;
- Collaboration et soutien à la réalisation des projets de centres de la petite enfance (CPE) de Long Point First Nation et de Kitcisakik;
- Participation à plusieurs projets de recherche en collaboration avec le Laboratoire de recherche pour le soutien des communautés (LARESCO) et l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT);
- Soutien à la communauté de Kitcisakik dans la recherche de financement du projet d'entretien du sentier de motoneige;
- Rôle de soutien et de conseil auprès de Rexforêt dans le cadre des programmes de formation pour Algonquins.



Mme Johanne Lacasse et Mme Angèle Bouchard.

Premières Nations et élus régionaux

Quelques élus de la CRÉ et des Premières Nations étaient en rencontre le 19 octobre 2006 pour partager et apprendre à mieux se connaître, dans un lieu riche en symbolique, le site Obadjiwan (Fort Témiscamingue). Étaient réunis, les Chefs des communautés et élus municipaux suivants :

Chef Steeve Mathias, Long Point First Nation
Chef Harry St-Denis, Wolf Lake First Nation
Chef Daniel Pien, Conseil de la Nation Anishnabe de Lac Simon
Chef Harry McDougall, Conseil de la Première Nation Abitibiwinini
Chef Édmond Brazeau, Communauté Anicinape de Kitcisakik
Chef Steve McGregor, Kitigan Zibi (Maniwaki-Outaouais)
M. Roger Caouette - Maire et préfet de la Ville de Rouyn-Noranda
M. Daniel Rancourt, Maire de Macamic et préfet de la MRC Abitibi-Ouest
M. Maurice Rivard - Maire de Notre-Dame-du-Nord
M. Philippe Barrette - Maire de Témiscamingue
M. Jean-Pierre Charron - 1^{er} vice-président – CRÉ – maire de Belleterre
M. Jean-Maurice Matte – Président – CRÉ – maire de Senneterre

La rencontre en était une d'ouverture et d'échanges, de rapprochements et de dialogue. Elle jetait les bases pour d'autres rencontres du genre. Les participantes et les participants souhaitaient qu'au moins trois à quatre rencontres annuelles soient ainsi instaurées où il sera question de sujets à incidences partagées (forêt, sécurité publique, etc.).



De gauche à droite : Daniel Pien, Daniel Rancourt, Jean-Pierre Charron, Johanne Lacasse, Edmond Brazeau, Martine Rioux, Maurice Rivard, Philippe Barrette, Steeve Mathias, Harry St-Denis et Jean-Maurice Matte.

Forum socioéconomique de Mashteuiash

L'Abitibi-Témiscamingue s'est grandement démarquée dans le cadre du Forum socioéconomique tenu à Mashteuiash, au Lac-St-Jean, les 25, 26 et 27 octobre 2006. Tous les chefs algonquins de notre région étaient présents et plus de quatre chefs sur sept avaient la responsabilité de présenter, pour l'ensemble des Premières Nations du Québec, certains dossiers nationaux (santé, revendications territoriales, etc.). Des représentants régionaux y étaient également, dont la députation fédérale et provinciale, ainsi que le président et la directrice générale de la CRÉ. Trois des chefs présents ont souligné publiquement les initiatives de rapprochement actuellement en cours en Abitibi-Témiscamingue entre les élus allochtones et autochtones. Le ministre de l'époque, M. Jeff Kelly, a félicité la région et les Premières Nations de l'Abitibi-Témiscamingue, devant les membres de la Table Québec/régions du lendemain, pour leur approche et leur attitude d'ouverture exemplaire selon lui.

Blocage de la 117

La Conférence régionale travaille depuis plus de cinq ans au rapprochement avec les communautés algonquines. À l'hiver 2007, elle appuyait avec force les démarches des Algonquins pour dénoncer la situation qui avait cours à l'entrée de la Réserve faunique La Vérendrye. Elle condamnait à cet effet les agissements de la Confédération des Peuples autochtones du Québec. Non seulement il était inacceptable de mettre une région entière en otage sans se soucier des incidences sur cette population, mais encore moins de se servir des conditions sociales et économiques déplorables des communautés algonquines pour faire passer ses messages. Les Algonquins sont des peuples pacifiques qui n'avaient rien à voir avec le blocage de la 117. La CRÉ émettait un communiqué à l'échelle québécoise pour laver de tout soupçon les communautés algonquines.

Le Pavillon des Premières Nations

Après plusieurs années de travail, les annonces faites en 2006 par le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada venaient concrétiser le projet du Pavillon autochtone à Val-d'Or.

Du côté de la Conférence régionale, l'organisme a investi 100 000 \$ en plus du travail de collaboration et de mise en réseau effectué dans ce dossier, notamment par l'agente de liaison autochtone de la Conférence régionale, madame Johanne Lacasse. Il s'agit d'une belle preuve et d'un effet concret d'une bonne concertation régionale.

Table de concertation sur la Route 117

La Table de concertation sur la 117 rappelait aux membres de la Conférence régionale en août 2006 que la 117 est une voie d'approvisionnement et de commerce très importante. Le groupe a donc misé, dans le cadre de son plan d'action, sur la promotion de la Route 117 afin de créer un débit plus élevé (la loi du nombre étant le seul moyen d'amener des investissements). La deuxième cible avait pour objectif d'investir dans les infrastructures pour augmenter la sécurité. Et finalement, en troisième lieu, il s'agissait de positionner la 117 comme réseau stratégique de commerce extérieur et comme route transcanadienne afin de bénéficier du programme fédéral sur les infrastructures qui permettra à la région de profiter d'un réseau routier comparable aux autres régions du Québec. Des revendications ont été faites par la CRÉ sur ce dernier aspect.



M. Jean-Yves Poitras, président de la Table, et Mme Maude Guy de la CRÉ.

Table sur les véhicules hors route (VHR)

Rappelons que le gouvernement du Québec adoptait avec le projet de loi n°9 une trentaine de mesures visant à harmoniser les usages et à faciliter la cohabitation entre les véhicules hors route (VHR) et les autres utilisatrices et utilisateurs du territoire. Les mesures adoptées sont nombreuses et concernent notamment la sécurité, la concertation, la permanence des sentiers, l'âge de conduite, etc. Les conférences régionales des élus (CRÉ) se sont vues confier le mandat d'organiser le processus de concertation régionale pour établir deux réseaux de sentiers interrégionaux (quad et motoneige), par la création d'une **table de concertation** regroupant des représentantes et représentants des citoyennes et des citoyens ainsi que des organismes régionaux touchés par la problématique. Une somme annuelle de 40 000 \$ pendant trois ans est octroyée pour l'engagement d'une personne-ressource dédiée à ce mandat. C'est Nathalie Dallaire qui assume la responsabilité de ce dossier.

Transport ferroviaire

Les membres de la CRÉ s'inquiétaient à l'hiver 2007 des déraillements de plus en plus nombreux dus, on s'en doute, à des infrastructures et à un réseau ferroviaire désuets. Les données quant à l'état du réseau ferroviaire ne sont pas très récentes et les intervenantes et les intervenants ne sont pas très au fait des responsables des infrastructures ferroviaires. La CRÉ s'est engagée à faire un état de situation afin d'interpeller les candidats fédéraux sur cette question lors des prochaines élections fédérales.



Mme Stéphanie Lamarche, administratrice à la CRÉ, M. André Rouleau et Mme Céliane Taillefer, administratrice de la CRÉ

Transport aérien

La Conférence régionale recevait en 2007 une demande du Groupe Air Liaison de Baie Comeau qui souhaitait l'intervention de la CRÉ afin que ce transporteur bénéficie du Programme d'aide au transport aérien administré par le ministère des Transports du Québec. Après une recommandation détaillée de la part de la Table régionale sur le transport aérien, la CRÉ prenait position dans ce dossier et émettait un appui en faveur d'Air Liaison dans le cadre de ses démarches auprès de Transports Québec.

La *Table régionale sur le transport aérien* de la Conférence régionale s'est réunie à plusieurs reprises, notamment pour émettre des recommandations à la CRÉ à ce sujet. M. André Rouleau du CLD de Rouyn-Noranda est président de la Table régionale ainsi qu'un des représentants de l'Abitibi-Témiscamingue avec M. Daniel Massé de la chambre de commerce de Val-d'Or sur le *Comité provincial de la concertation sur le transport aérien régional* du ministère des Transports (MTQ). Le ministère administre depuis peu un nouveau programme d'aide au transport aérien régional, lequel remplace le soutien accordé à Air Canada pour desservir les régions.

Rencontre sur le transport collectif en milieu rural (TCR)

La première rencontre régionale sur le transport collectif en milieu rural était qualifiée de succès par les quelque 70 personnes présentes à l'événement, le 7 décembre 2006.

À la suite des discussions, quatre grandes recommandations et orientations s'inscrivaient dans l'avis que la Conférence régionale des élus (CRÉ) de l'Abitibi-Témiscamingue transmettait au ministère des Transports à propos de sa politique sur le transport collectif dont le partenariat entre les services qui existent déjà, mais qui devraient être bonifiés en termes de quantité, notamment quant au transport intra-régional ou interMRC. Il était également question d'une coordination au plan régional en collaboration avec les MRC et d'une promotion accrue et continue des services de transport collectif en milieu rural.



Rencontre régionale sur le transport collectif en milieu rural, le 7 décembre 2006.



Quelques membres de la Commission

Commission sur la ruralité

La Commission sur la ruralité de la Conférence régionale joue un rôle de vigie (par l'émission d'avis et de recommandations à la CRÉ) ainsi qu'un rôle de groupe de travail, porteur d'un plan d'action en faveur de la ruralité. Elle est composée de deux représentants par MRC, nommés par les MRC, en plus de cinq personnes nommées par la CRÉ qui ont un intérêt reconnu pour la ruralité. M. Clément Roy, administrateur à la Conférence régionale, en assure la présidence.

Au cours de l'année 2006-2007, la Commission sur la ruralité a émis des avis sur :

- Le transport collectif en milieu rural (TCR)
- La nouvelle Politique nationale de la ruralité 2007-2014
- L'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire



M. Clément Roy et Mme Mélanie Perreault.

Table régionale des partenaires pour l'animation jeunesse en milieu rural

La Table régionale *Jeunes en milieu rural* (JMR) a été créée avec la signature d'une entente de concertation régionale, financée principalement par le Forum jeunesse de l'Abitibi-Témiscamingue (FJAT). Elle est formée de :

- L'Agence de santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue
- Le Forum jeunesse de l'Abitibi-Témiscamingue
- La Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue
- Loisir et sport Abitibi-Témiscamingue
- L'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue
- Les coordonnateurs territoriaux d'animation jeunesse en milieu rural de chaque MRC
- Des organisateurs communautaires des Centres de Santé et de Services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue

Mme Mélanie Perreault était engagée en février 2007 pour assumer la coordination régionale de cette table et identifier avec les partenaires des pistes de solutions pour assurer la viabilité des formules d'animation jeunesse en milieu rural.

Avis sur la nouvelle politique sur la ruralité

Le 8 décembre 2006, la Conférence régionale était heureuse de constater l'importance des montants annoncés dans le cadre de la nouvelle Politique nationale de la ruralité du gouvernement du Québec qui remet la ruralité au cœur du développement du Québec. 280 millions de dollars sur sept ans, c'est le double de la politique précédente. Ces sommes sont particulièrement bienvenues pour le monde municipal qui doit assumer de plus en plus de responsabilités tant au plan social qu'économique. La CRÉ se disait particulièrement heureuse de voir dans la politique la consolidation et la possibilité de compléter le réseau des agents de développement rural qui passeront de 104 à 136 au Québec. Autre bonne nouvelle, les municipalités fusionnées conservent leur qualité rurale.



Participantes et participants au Rendez-vous plein air.

Rendez-vous plein air et Plan d'action sur le plein air

La Corporation de développement de l'écotourisme et du tourisme d'aventure de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec a reçu le mandat en 2003 de positionner le secteur plein air à l'aide d'un fonds commun issu d'une entente spécifique entre les deux régions. L'Abitibi-Témiscamingue s'est dotée d'un comité de suivi, composé de Tourisme Abitibi-Témiscamingue, des CLD, de Loisir et Sport Abitibi-Témiscamingue ainsi que de la CRÉ, afin de se donner une vision commune régionale et de réaliser un plan d'action stratégique pour le développement harmonieux du secteur du plein air.

Une tournée des territoires a été organisée et a été complétée par un rassemblement de tous les intervenants concernés lors du *Rendez-vous plein air* du 1^{er} juin 2006. Ces activités de consultation ont servi à donner le matériel nécessaire à la production d'un plan d'action qui contient quatre grandes orientations stratégiques :

- 1) la qualité de vie;
- 2) la santé publique;
- 3) la mise en valeur du patrimoine naturel;
- 4) le développement de l'économie régionale.

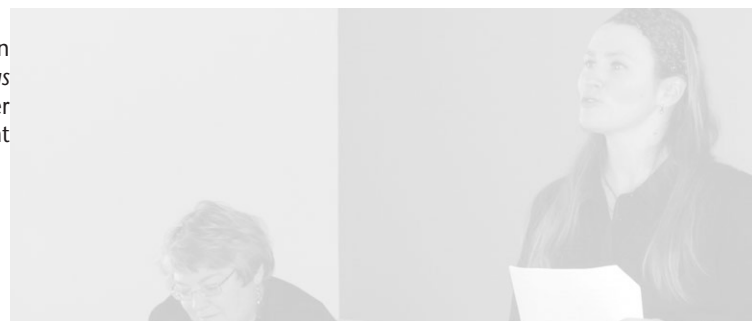


M. Maurice Couture, consultant et Mme Maude Guy responsable du dossier à la CRÉ.



Corporation de développement de l'écotourisme et du tourisme d'aventure

La Corporation de développement de l'écotourisme et du tourisme d'aventure a été dissoute par ses membres à l'hiver 2007. C'est une table, sans charte (Table de concertation plein air), de la Conférence régionale qui prendra la relève et qui assumera la responsabilité liée au Plan d'action avec les mêmes partenaires.



Journées de réflexion sur la pauvreté

Une rencontre des partenaires (MELS, Santé, CRÉ, Emploi-Québec) avait lieu en mars 2007 pour discuter et cerner les actions à entreprendre à la suite des deux journées de réflexion tenues à Rouyn-Noranda sur la pauvreté et l'exclusion sociale. Le 8 décembre 2006, les intervenantes et les intervenants des territoires avaient demandé un meilleur arrimage entre les actrices et les acteurs régionaux afin qu'elles et qu'ils soient davantage en mesure de les aider dans le cadre d'actions locales. L'Observatoire y a fait le portrait de ce à quoi ressemble la pauvreté en Abitibi-Témiscamingue.



Participantes et participants à la journée du 8 décembre 2006.



Table régionale de concertation des personnes âgées

Malgré l'avènement d'une charte, les membres de la Table régionale de concertation des personnes âgées ont émis le souhait de rester près de la Conférence régionale et de bénéficier encore de son soutien au même titre que les autres groupes associés à la Conférence régionale. Ils ont notamment participé à l'organisation de l'événement « Des personnes âgées, une force vive pour nos communautés », dont le maître d'œuvre était l'Agence de santé et de services sociaux et aux activités reliées à la Semaine des aînés, notamment à Val-d'Or et à La Sarre. Les travaux quant au Programme Roses d'Or se sont poursuivis et un comité appréciateur a été formé. Après une formation à cet effet, les membres du comité ont évalué les résidences inscrites au cours du mois d'octobre 2006.



Économie sociale

La première Foire régionale de l'économie sociale s'est déroulée le 21 novembre 2006 sous l'initiative de la table Entreprises d'économie sociale (EES) de Rouyn-Noranda et le Comité régional d'économie sociale (CRES).

Cet événement était rendu possible grâce à la participation financière de : Développement économique Canada, Emploi-Québec, Association des CLD de l'Abitibi-Témiscamingue, Association des SADC de l'Abitibi-Témiscamingue, Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue, Coopérative de développement régional de l'Abitibi-Témiscamingue et le Chantier de l'économie sociale.

Mme Martine Rioux, directrice générale de la CRÉ, y présentait l'historique des interventions en matière d'économie sociale dans la région, de la Marche pour du pain et des roses, jusqu'à la mise sur pied du Conseil régional d'économie sociale (CRES).

Table sur la condition de vie des femmes

La Table sur la condition de vie des femmes a mis en place au cours de l'année le Réseau régional des femmes élues municipales, a sensibilisé à l'importance, auprès des ministères et des organisations, de l'utilisation de l'Analyse différenciée selon les sexes (ADS), a assuré le suivi quant à la planification stratégique régionale à la CRÉ, a veillé à l'arrimage en région de la Politique nationale sur l'égalité et a collaboré au projet récemment accepté par Condition féminine Canada quant à la promotion des métiers non-traditionnels auprès des femmes de la région.



Les représentantes du Regroupement de femmes et de la Table de concertation lors de la consultation sur le Plan stratégique 2007-2011.



Le lac-à-l'épaule des 22 et 23 mars 2007.

Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec

Le Nord-du-Québec et l'Abitibi-Témiscamingue partagent beaucoup de dossiers, de problématiques et d'intérêts communs. Un lac-à-l'épaule avec les représentantes et représentants des conférences régionales des élus (CRÉ) de la Baie-James et de l'Abitibi-Témiscamingue avait lieu les 22 et 23 mars 2007 dans le but de créer davantage de ponts et d'alliances. ComaxAT et ComaxNord, valeurs communes quant à la gestion de la forêt, projet d'Eastmain, sentiers récréatifs, transport aérien, Symposium conjoint sur la Biomasse, les participantes et les participants ont grandement apprécié la rencontre. Ils ont d'ailleurs convenu de se revoir au moins deux fois par année pour créer des alliances stratégiques et politiques en faveur de plusieurs dossiers.



Mme Colombe Fortin, M. Gérald Lemoyne et M. Donald Bubar.

Groupe sur l'entrepreneuriat

La Conférence régionale endossait, à l'hiver 2007, la *Déclaration pour un Québec entrepreneurial*, recommandait au gouvernement du Québec de se doter sans délai d'une politique de développement de l'entrepreneuriat qui prend en compte les disparités locales et régionales, et demandait au Premier Ministre d'assumer, à son échelle, le pilotage et l'exécution de cette politique

La Conférence régionale mettait par la suite en place un groupe de travail responsable de développer et de piloter une stratégie régionale en entrepreneuriat qui s'appuie sur les principes évoqués dans la déclaration de la Fondation de l'entrepreneurship du Québec.

Table régionale de concertation en immigration

Les membres de la Table régionale de concertation en immigration ont tenu quelques rencontres en vue d'évaluer l'entente spécifique qui prenait fin en 2006 sur cette question. On se rend compte que les objectifs identifiés dans l'entente ne sont pas atteints et qu'il faut revoir les choses.



Mme Marie-Claude Barrette et M. Pierre Legros du ministère, ainsi que le représentant de l'Agence de la santé et des services sociaux, M. Normand Mongeau.



Valorisation Abitibi-Témiscamingue (VAT)

Pour répondre à la demande de plusieurs intervenantes, intervenants et partenaires, les membres de la Conférence régionale concrétisaient en 2006 la mise en place d'une stratégie de valorisation régionale, sous l'appellation Valorisation Abitibi-Témiscamingue (VAT).

Chaque territoire de MRC est représenté au sein du comité. S'ajoutent les deux co-présidents, Mme Karène Richer et M. Roger Gauthier, qui ont mené à bien la formation du comité, et une série de partenaires, dont Emploi-Québec, l'Agence de la Santé et des services sociaux, la Table inter-ordre, le Conseil de la culture, Desjardins, le Forum jeunesse, et l'ATRAT.

Le groupe s'emploie particulièrement, depuis le début de 2007, à organiser la visibilité de la région au congrès annuel de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) à l'automne 2007 qui mettra en vedette la région de l'Abitibi-Témiscamingue, ainsi qu'à la création d'une table régionale sur le recrutement.



Les membres de Valorisation Abitibi-Témiscamingue en rencontre.

Commission économique régionale

Les membres de la Commission économique ont discuté longuement de la crise forestière et des pistes de solutions qui s'offrent à la région au cours de l'année. L'Abitibi-Témiscamingue travaille avec la région du Nord-du-Québec dans ce dossier. Les membres ont pris connaissance du Plan de consolidation et de développement de Domtar qui touche non seulement les communautés de l'Abitibi-Témiscamingue, mais aussi du Nord-du-Québec et de l'Outaouais. Ils ont également reçu des représentants d'Abitibi-Consolidated venus présenter leur plan de consolidation. Le Plan stratégique de développement de l'Abitibi-Témiscamingue 2007-2011 a également fait l'objet d'une attention particulière. Les membres ont commenté une partie importante du Plan touchant évidemment les aspects de développement économique. Enfin, des sujets aussi variés que le projet de l'Eastmain-1-A, l'agriculture et l'agroalimentaire, ainsi que la Stratégie québécoise sur l'innovation ont fait l'objet de discussions.

COMAXAT

Les membres du ComaxAT ont suivi de près les travaux à Eastmain-1 et, depuis janvier, le début de ceux à Eastmain-1-A-Sarcelle-Rupert. Ils ont également mis en place des outils, avec leurs partenaires, afin que les travailleuses, les travailleurs et les entrepreneurs de la région bénéficient au maximum des retombées économiques engendrées par les travaux hydroélectriques réalisés en Abitibi-Témiscamingue ainsi qu'au Nord-du-Québec, qu'il s'agisse du site Internet ou des tournées d'information régionale. L'entente sur le ComaxAT avec ses partenaires est en évaluation en 2007 en vue d'un renouvellement.

Forum jeunesse

Le Forum jeunesse a assuré la gestion du Fonds régional d'investissement jeunesse et s'est impliqué dans six actions jeunesse structurantes : Entrepreneuriat jeunesse et collectif, les Rendez-vous culturels de la jeune relève amateur, la Stratégie de valorisation régionale, l'Animation jeunesse en milieu rural, Heureux au travail en Abitibi-Témiscamingue et Engagement, échanges intergénérationnels et interculturels. Il s'est également activé à la préparation du Forum Jeunesse 2007.

Demande d'entente spécifique sur le développement touristique

Les membres de la Conférence régionale étaient sensibilisés en 2006 aux besoins éminents de développement de l'industrie touristique actuellement en pleine croissance. Il faut savoir que le ministère du Tourisme exige de Tourisme Abitibi-Témiscamingue, la production d'un plan stratégique afin qu'il identifie les grandes orientations, les objectifs, les priorités régionales, ainsi que les investissements prévus dans son plan. Dans le cadre de la démarche engagée par la CRÉ entourant la planification stratégique régionale, des arrimages ont été faits afin que le plan stratégique de développement de l'industrie touristique en Abitibi-Témiscamingue soit intégré au plan quinquennal de développement produit par la Conférence régionale. Ces plans reprennent les besoins urgents d'investissement dans cette industrie en croissance et aux potentiels de développement exceptionnels. La CRÉ a convenu de s'engager dans la négociation d'une entente spécifique qui permettrait de créer un fonds de 2,5 M\$ en faveur du développement touristique.



M. Jocelyn Carrier et Mme Randa Napky de Tourisme Abitibi-Témiscamingue.

Parc d'Aiguebelle

En 1997, le Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue (CRDAT) signait une entente spécifique avec les ministères de l'Environnement et de la Faune et des Transports pour le développement du Parc d'Aiguebelle. Deux ans plus tard, la Société des établissements de plein air du Québec (Sépaq) se voyait confier la responsabilité de la gestion des parcs du Québec. Le Parc d'Aiguebelle n'a pas souffert de ce transfert à la Sépaq, au contraire.

La Table de concertation est toujours active et réunit des actrices et des acteurs régionaux et locaux. M. Ulrick Chérubin y a été nommé au nom de la Conférence régionale à la suite du décès de M. Marcel Massé. Des investissements de l'ordre de 2 M\$ sont actuellement en analyse à la Sépaq, particulièrement pour le secteur de Taschereau.

À la suite d'une demande de la Table de concertation, la CRÉ a accompagné la Table, dans ses démarches auprès du MTQ, afin d'obtenir un financement extraordinaire pour compléter les infrastructures routières reliant le sud et le nord pour un montant estimé à 2,9 M\$.

Médias communautaires et autochtones

Amorcé à la fin de l'exercice 2005-2006, le dossier a pris son envol au cours de l'année qui vient de se terminer. Un sondage a été préparé et expédié aux médias communautaires et autochtones de la région (journaux, radios, télé communautaires et nouveaux médias). Ce sondage avait deux principaux objectifs : connaître et comprendre les différentes réalités organisationnelles, fonctionnelles et financières des médias communautaires et autochtones de la région; vérifier l'intérêt, les actions entreprises par ces médias et leurs orientations face aux nouvelles technologies (ex. : Internet, diffusion sur le WEB, modifications des habitudes d'écoute et de lecture des gens à cause des nouvelles technologies, etc.). Une quarantaine d'organismes ont répondu à ce questionnaire. À la suite d'une participation financière du ministère de la Culture et des Communications (MCC), une ressource professionnelle a été engagée pour faire la compilation, présenter un premier rapport et des recommandations. Le comité régional fera des propositions au MCC et à la Conférence régionale quant au suivi à donner. Les médias communautaires et autochtones traversent une période difficile. Les ressources financières et humaines sont limitées et comme pour les autres médias, les médias communautaires et autochtones doivent également s'adapter aux nouvelles réalités. Toutefois, les médias communautaires et autochtones sont un élément essentiel dans l'information régionale et locale à cause de leur mandat de proximité.

Liste des entreprises LIC

Depuis quelques années, plusieurs intervenantes et intervenants de l'Abitibi-Témiscamingue souhaitent se doter d'une liste d'entreprises actualisée et centralisée. En novembre 2005, l'Observatoire a été approché par Emploi-Québec, initiateur du projet, pour être l'un des partenaires du projet **Liste des commerces et des Industries**, communément appelé **Projet LIC**. Service Canada est le troisième partenaire. La firme SoftConcept est impliquée dans le projet puisqu'elle est propriétaire de LIC sur le plan de la technologie.

L'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue utilisera cette banque de données afin de bonifier ses productions et aussi répondre à des demandes d'information relatives à des bottins ou à des répertoires d'entreprises (par MRC ou par secteurs d'activités par exemple) en fonction de la nature et de la mission de l'organisme demandeur, et ce, dans le respect de la confidentialité. Il verra également à contribuer à sa mise à jour.

Heureux au travail

Heureux au travail en Abitibi-Témiscamingue est un projet de concertation né de la volonté de la région de se démarquer par l'emploi de méthodes novatrices en gestion humaine des ressources. Cette démarche vise à offrir aux entreprises des moyens concrets d'agir sur leur pouvoir d'attraction et de rétention de la main-d'œuvre dans un contexte où le marché du travail devient de plus en plus concurrentiel. Au cours des trois années qu'aura duré le projet, la CRÉ y aura investi 10 000 \$ par année. Le projet se termine à l'été 2007. www.heureuxautravail.com

Atlas régional sur Internet

Le projet de l'Atlas de l'Abitibi-Témiscamingue a pour principal objectif de créer un lieu de rassemblement et d'analyse des connaissances disponibles dans des domaines stratégiques sous forme cartographique. Son but est d'illustrer, par une lecture précise et actualisée, la dynamique et les tendances lourdes qui se dégagent au sein des territoires. La CRÉ autorisait l'Observatoire à agir en tant que demandeur auprès de Géoconnexion, un fonds fédéral de 50 M\$ qui encourage ce genre de projet. Elle s'engageait également à contribuer financièrement et en temps/ressource pour concrétiser l'Atlas régional. En décembre 2006 la demande était rejetée. D'autres démarches sont en cours afin de doter la région, par le biais de l'Observatoire, de cet important outil de diffusion des connaissances.

Mesures fiscales en faveur des régions ressources

Dans leurs représentations auprès des médias et du gouvernement, la présidente et les présidents des conférences régionales des élus (CRÉ) des régions ressources (Abitibi/Témiscamingue, Baie-James, Bas-Saint-Laurent, Côte-Nord, Gaspésie/Les-Îles-de-la-Madeleine, Mauricie, et Saguenay-Lac-Saint-Jean) se disaient profondément déçus de la sortie publique des CRÉ de certaines régions centrales et métropolitaines concernant les mesures dédiées aux entreprises des régions ressources ayant des difficultés économiques.

Un comité de travail paritaire a été mandaté pour examiner l'impact réel des mesures dédiées aux entreprises des régions ressources sur celles des régions centrales et métropolitaines. Le comité avait décidé de réaliser une étude pour évaluer, de façon objective et indépendante, les impacts pouvant être subis par les entreprises. Dans ce contexte, une sortie publique des CRÉ de certaines régions centrales et métropolitaines était donc nettement prématurée.

Le livre de prestige sur l'Abitibi-Témiscamingue

En octobre 2006 avait lieu le lancement du livre *Abitibi-Témiscamingue*, aux Éditions de l'Homme. Le désir de produire un livre de prestige sur l'Abitibi-Témiscamingue ne datait pas d'hier. Quatre ans auparavant, cet objectif s'inscrivait dans le plan d'action d'un groupe de travail régional sur la valorisation des paysages. Les gens du milieu ont aidé financièrement le photographe, Mathieu Dupuis, en prenant contact avec l'éditeur et en aidant à la prévente du livre. 3 500 exemplaires ont été vendus en prévente par l'entremise de la CRÉ au cours de l'été 2006. La région possède maintenant un outil de promotion de prestige comme en disposent d'autres régions du Québec.

Placement carrière été

Des résolutions ont circulé pour protester contre les coupures annoncées dans le cadre de la mesure *Placement carrière été*. La CRÉ de l'Abitibi-Témiscamingue suivait le pas en ajoutant des couleurs régionales à cette protestation générale.

Délégation de l'île de la Réunion

La Conférence régionale était heureuse de participer à l'accueil, le 22 février 2007, d'une délégation de l'île de La Réunion venue rencontrer la première cohorte d'étudiants réunionnais qui débutaient, cette année, leur formation au Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue. Mme Denise Delorme, vice-présidente et déléguée à la Formation professionnelle, Région Réunion, de l'île de la Réunion (tout près de Madagascar dans l'océan Indien) était de passage afin de vérifier l'état de satisfaction des sept étudiants réunionnais actuellement au Cégep en Technologie de maintenance industrielle, Technologie minérale, Techniques de comptabilité et de gestion et en Techniques de travail social. La délégation s'arrêtait dans chacune des régions où ce pays a des ententes avec les établissements collégiales et universitaires.



Mme Denise Delorme et Mme Martine Rioux.

Fermeture du bureau de poste à Noranda

La Conférence régionale demandait, par lettre, à l'hiver 2007, une rencontre avec les représentants de Postes Canada dans le but de connaître leurs intentions réelles quant à leur plan de développement et de desserte. La situation à Postes Canada inquiète les membres de la Conférence régionale quant aux orientations que semble prendre l'entreprise d'État dans le cadre de sa desserte de services. Postes Canada a fermé le comptoir situé à Noranda (dans la Ville de Rouyn-Noranda), alors qu'elle enregistrait des profits nets de 330 M\$. Cette situation est inquiétante pour l'avenir des services de proximité, non seulement à Rouyn-Noranda, mais encore davantage pour le milieu rural. Poste Canada n'a donné aucune suite.

Abitibi-Témiscamingue... histoire en bref

Le financement de l'ouvrage *Abitibi-Témiscamingue... histoire en bref* a été complété en 2006-2007. La CRÉ y a investi 8 350 \$. Rappelons que l'Institut national de la recherche scientifique (INRS) de l'Université du Québec collabore à la publication d'une série intitulée *Les régions du Québec... histoire en bref*. Cette collection a pour but de présenter une version abrégée de chacun de ouvrages rédigés dans le cadre du chantier des histoires régionales (livre orange). Les auteurs s'efforcent d'exposer les faits et traits marquants de l'évolution d'une région par des textes dépouillés en vue de rendre l'histoire accessible à un plus large public. Le coût total du projet était estimé à 54 000 \$. Mission accomplie! *Abitibi-Témiscamingue... histoire en bref* devrait être lancé à l'automne 2007.

La dimension autonome du développement

La régionalisation

Pendant l'exercice 2006-2007, le comité régional sur la régionalisation s'est réuni à plusieurs reprises afin de préparer une proposition visant la régionalisation des services gouvernementaux. Plus spécifiquement, le comité, formé de directeurs et directrices de directions régionales ainsi que de représentantes et représentants du ministère des Affaires municipales et des Régions et de la Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue, s'est réuni pas moins de dix fois afin de présenter et d'assurer le suivi d'une proposition de cadre pour la mise en œuvre du projet de régionalisation. Inspiré du modèle d'Emploi-Québec, la proposition prévoit une délégation de pouvoirs et de responsabilités vers les directions régionales des ministères afin de mieux tenir compte des réalités et besoins de la région. Après avoir été adoptée par la Conférence régionale, la proposition a été officiellement remise à la ministre des Affaires municipales et des Régions, madame Nathalie Normandeau, en septembre 2006. Des rencontres davantage administratives que politiques ont eu lieu par la suite afin de bien expliquer le projet pilote.

Les ententes spécifiques

Au cours de l'année 2006-2007, la Conférence régionale a investi la plupart des derniers montants prévus aux ententes spécifiques. La majorité prenait fin en 2007 et sont actuellement en évaluation.

Les ententes en évaluation Contribution annuelle (échéance)

Recherche en environnement et gestion des rejets miniers	50 000 \$ (2007 - 5/5)
Pratique artistique professionnelle	50 000 \$ (2007 - 3/3)
Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue	210 000 \$ (2007 - 5/5)
Aménagement forestier durable	75 000 \$ (2008 - 4/5)
Archéologie	50 000 \$ (2007 - 5/5)
Convergence des affluents	75 000 \$ (2008 - 4/5)
ComaxAT	80 000 \$ (2007 - 3/3)
Plan de transport	42 000 \$ (2007 - 5/5)

Dossiers spéciaux

• MISA	20 000 \$
• Heureux au travail	10 000 \$
• Actions jeunesse structurantes	35 000 \$
• Festival du cinéma	15 000 \$
• Ruralité	10 000 \$
• Structures de construction en bois (Accord)	69 000 \$
• Ressources hydriques (UQAT)	50 000 \$
• Histoire en bref	8 350 \$
• Colloque biomasse	5 000 \$
• Formation entrepreneuriale	5 000 \$
• Atlas régional	5 000 \$
• Mini colloque TCR	5 000 \$
• Colloque Société eaux souterraines	5 000 \$
• Liste des commerces et industries (LIC)	5 000 \$



Les fonds de développement

Le Fonds des arts et des lettres

Le Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) et la Conférence régionale étaient heureux de dévoiler les noms des boursiers du Fonds des arts et des lettres de l'Abitibi-Témiscamingue qui se partageraient à l'hiver 2007 un soutien financier totalisant 100 000 \$. Le jury a recommandé le soutien de huit projets d'artistes et d'écrivains de la région présentés lors de l'inscription du 16 octobre 2006.

L'entente se terminait avec cette dernière programmation. Le Fonds aura permis non seulement d'accroître les sources de revenus des artistes professionnels de la région, mais aussi les liens entre les artistes et leur communauté. Le milieu et la Conférence régionale espèrent un renouvellement de l'entente en 2007.

Les boursiers 2006-2007 du Fonds des arts et des lettres de l'Abitibi-Témiscamingue

Discipline	Nom	Lieu de résidence
Arts médiatiques	Sylvain Marcotte	Moffet
Arts multidisciplinaires	Beatriz Mediavilla S.	Rouyn-Noranda
Arts visuels	Roger Pelerin	Sainte-Hélène-de-Mancebourg
Arts visuels	Brigitte Toutant	Rouyn-Noranda
Littérature	Pierre Labrèche	Rouyn-Noranda
Littérature	Jean-Guy Côté, Alexandre Castonguay, Lyne Rioux, Élisabeth Carle, Sébastien Laplante, Stéphanie Lavoie	Rouyn-Noranda
Musique	Suzanne Blais, Pierre Corneau, Solène Bernier	Rouyn-Noranda
Théâtre	Nicole Garceau	Val-d'Or

Le Fonds régional d'investissement jeunesse

En 2006 – 2007, le Forum jeunesse recevait 31 projets dans le cadre du 4^e appel de projets pour le Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ) pour un total de 507 968 \$. De ce nombre, le comité d'analyse et le conseil d'administration du Forum jeunesse ont accepté 22 projets pour un montant de 184 450 \$ (17 100 \$ pour la MRC Abitibi, 21 400 \$ pour la MRC de La Vallée-de-l'Or, 31 000 \$ pour la MRC Abitibi-Ouest, 16 500 \$ pour la MRC du Témiscamingue, 39 350 \$ pour la Ville de Rouyn-Noranda et 56 100 \$ pour les projets régionaux). Ces choix étaient par la suite entérinés par la CRÉ. Les critères de sélection étaient : la pertinence et la qualité du projet, les garanties de réalisation, les retombées escomptées, la participation de jeunes à l'organisation du projet ainsi que la crédibilité de l'organisme et la concertation avec son milieu.

Le PPRVF : deux programmations

En août 2006, la CRÉ était heureuse d'annoncer le tout nouveau *Programme de participation régionale à la valorisation des forêts* confié à la CRÉ par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune. Les objectifs généraux du programme sont de générer un effet de levier dans une perspective de développement durable en soutenant des projets à caractère social, environnemental et économique, ainsi que de permettre l'émergence de projets novateurs et structurants, en plus de favoriser l'apparition de nouveaux concepts d'aménagement forestier. Il s'agit d'une enveloppe annuelle de 344 000 \$ sur une période de trois ans. Les projets retenus au cours des deux premières programmations sont :

1^e programmation

Promoteur et projet	Montant accordé
1. Association forestière de l'Abitibi-Témiscamingue (AFAT) Camp des profs	10 000 \$
2. Forêt et RechercheHarricana Récolte en futaie irrégulière	35 250 \$
3. Tembec Chantier écosystémique	50 000 \$
4. AFAT Éducation scolaire en A-T	8 000 \$
5. AFAT Revue Couvert boréal	10 000 \$
6. Société de développement du Témiscamingue (SDT) Étude sur les chablis en forêt feuillus mixtes	50 000 \$

2^e programmation

1. Chaire Desjardins et Tembec Guide d'aménagement écosystémique	10 000 \$
2. Centre de transfert des résidus industriels (CTRI) Guides de bonnes pratiques peuplier hybride	7 505 \$
3. CTRI Formation travaux forestiers intensifs (lots intra)	9 994 \$
4. Municipalité de Trécesson Arboretum et nouvelles essences à croissance rapide	10 000 \$
5. Cyclofor inc. Validation de l'approvisionnement et effets sylvicoles	50 000 \$

Composition de la Conférence régionale des élus (CRÉ) de l'Abitibi-Témiscamingue 2006 - 2007

En Abitibi-Témiscamingue, la Conférence régionale rassemble **13 élus** nommés en vertu de la loi 34. Le conseil d'administration se compose des cinq préfets, des maires des municipalités locales de 5 000 habitants et plus et des maires des municipalités de Malartic, Senneterre, Témiscaming et Ville-Marie. Ces élus nomment à leur tour **six membres de la société civile**. Ces derniers sont choisis de façon à assurer une bonne représentation par territoire et des secteurs d'activité régionale. La Conférence régionale inclut également **un représentant pour la Nation Anicinabe (algonquine)**. **Compte tenu qu'il existe sept communautés en Abitibi-Témiscamingue, la CRÉ a plutôt choisi de créer une table d'échanges avec l'ensemble des communautés.** De plus, **les députés** participent, sans droit de vote, aux délibérations de la Conférence régionale.

Composition 2006 - 2007

<i>Titre</i>	<i>Nom</i>	<i>Représentation</i>
Président	Jean-Maurice Matte	Ville de Senneterre
1 ^{er} vice-président	Jean-Pierre Charron	Ville de Belleterre
2 ^e vice-président	Ulrick Chérubin	Ville d'Amos
Trésorier	Normand Houde	Ville de La Sarre
Secrétaire	Mario Provencher	Ville de Rouyn-Noranda
Administrateur	Philippe Barette	MRC Témiscamingue
Administrateur	Fernand Carpentier	Ville de Malartic
Administratrice	Céline Taillefer	Paroisse de Senneterre
Administrateur	Roger Caouette	Ville de Rouyn-Noranda
Administrateur	Daniel Rancourt	MRC Abitibi-Ouest
Administrateur	Jacques Riopel	Municipalité de St-Marc de Figury
Administrateur	Fernand Trahan	Ville de Val-d'Or
Administrateur	Sylvain Trudel	Ville de Ville-Marie
Administratrice	Anne-Marie Béland	Conseil régional de la culture, MRC Abitibi-Ouest, Société civile
Administratrice	Johanne Jean	Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue Rouyn-Noranda, Société civile
Administratrice	Stéphanie Lamarche	Société de développement du Témiscamingue, Société civile
Administratrice	Diane F. Raymond	Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) Rouyn-Noranda, Société civile
Administrateur	Clément Roy	Commission scolaire MRC Abitibi, Société civile
Administratrice	Angèle Bouchard	CSN, Société civile Poste algonquin
Députation	Daniel Bernard	Député de Rouyn-Noranda/Témiscamingue
Députation	Pierre Corbeil	Député d'Abitibi-Est
Députation	François Gendron	Député d'Abitibi-Ouest



Caucus et réunions publiques

Les membres du conseil d'administration de la Conférence régionale se réunissent à toutes les deux semaines. Des réunions publiques ont également lieu de trois à quatre fois l'an et sont annoncées dans les médias. Toutes les personnes intéressées peuvent y participer et intervenir dans le cadre de périodes de questions réservées pour le public.

Les réunions régulières et publiques en 2006 – 2007

- 27 avril
- 11 mai
- 1^{er} juin
- 17-18-31 août
- 21 septembre
- 19 octobre
- 2-9-16-30 novembre
- 8-14 décembre
- 18 janvier
- 1^{er}-15 février
- 1^{er}-15-29 mars

Bulletin

La Conférence régionale publie un bulletin mensuel visant à rendre compte des gestes qu'elle pose en collaboration avec ses partenaires en faveur du développement de la région. Ce bulletin fait état des différentes activités, rencontres, événements, revendications ou gestes posés et permet d'accroître la quantité d'information stratégique traitant de l'Abitibi-Témiscamingue.

2006-2007

REVENUS

Subvention - fonctionnement	1 004 241	\$
Intérêts	34 600	
Revenus divers	10 185	
Observatoire de l'A-T	210 000	
Mandats spéciaux	1 585 836	
Fonds de développement régional	1 119 425	
Total :	3 964 287	\$

DÉPENSES

Instances démocratiques

Déplacements	26 355	\$
Représentations & congrès	4 517	
Réunions (repas, hébergement, salles...)	54 919	
Total :	85 791	

Salaires & avantages sociaux	620 082	
------------------------------	---------	--

Administration générale

Locaux	86 845	
Déplacements & représentations	40 114	
Frais de bureau	58 832	
Amortissement des immobilisations	19 770	
Télécommunications	47 976	
Publicité & information	3 163	
Formation & perfectionnement	3 872	
Cotisation	749	
Assurances	2 818	
Honoraires & consultants	20 427	
Intérêts & frais bancaires	802	
Moins allocations mandats spéciaux	74 829	
Total	210 539	

Mandats spéciaux :

Fonds de développement régional	1 114 615	
Observatoire de l'A-T	224 923	
Table des aînés & âgisme	17 138	
Forum jeunesse - fonctionnement	213 247	
Entente Immigration	24 720	
Entente sur le Transport	83 805	
Comaxat	224 111	
Entente algonquine	101 783	
Fonds régional d'investissement jeunesse	386 744	
Commission forestière régionale de l'A-T	336 620	
Planification stratégique	50 143	
Livre A-T	92 016	
Valorisation A-T	49 840	
Autres mandats	70 264	
Total :	2 989 969	

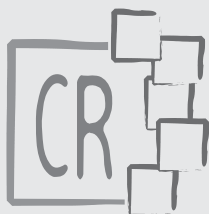
Grand total des dépenses	3 906 381	\$
---------------------------------	------------------	-----------

Surplus	57 906	\$
----------------	---------------	-----------

Note : ce surplus a servi à acheter les immobilisations de l'année

Table des matières

Mot du président et faits saillants	1
La planification stratégique régionale	2
La dimension économique du développement	3-6
Ressources forestières	3-4
L'énergie	5
Ressources minières	5
Ressources agroalimentaires	6
Territoire	6
La dimension sociale du développement	7-15
La concertation	7-15
Dossiers divers	16-18
La dimension autonome du développement	19-20
La régionalisation	19
Les ententes spécifiques	19
Les fonds de développement	20
Composition de la Conférence régionale des élus (CRÉ) de l'Abitibi-Témiscamingue	21-22
Composition 2006-2007	21
Caucus et réunions publiques	22
Bulletin	22
États financiers	23



CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ÉLUS
DE L'ABITIBI-
TÉMISCAMINGUE

170, avenue Principale, bureau 102
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7

Téléphone : 819 762-0774
1 866 762-0774

Télécopieur : 819 797-0960

cr@conferenceregionale.ca

www.conferenceregionale.ca

Bureau d'Amos

22, rue Principale Nord, bureau 200
Amos (Québec) J9T 2K6

Téléphone : 819 732-1777
Télécopieur : 819 732-0138

Bureau de Val-d'Or

650, avenue Centrale
Val-d'Or (Québec) J9P 1P8

Téléphone : 819 824-2733
Télécopieur : 819 824-3867